

Cote du document: EB 2017/122/R.22/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6 d)
Date: 11 décembre 2017
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt aux États-Unis du Mexique pour le Projet d'économie sociale: territoire et inclusion

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Juan Diego Ruiz Cumplido
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: (+502) 2384 3100 (ext. 1144)
courriel: j.ruizcumplido@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session
Rome, 11-12 décembre 2017

Pour Approbation

Table des matières

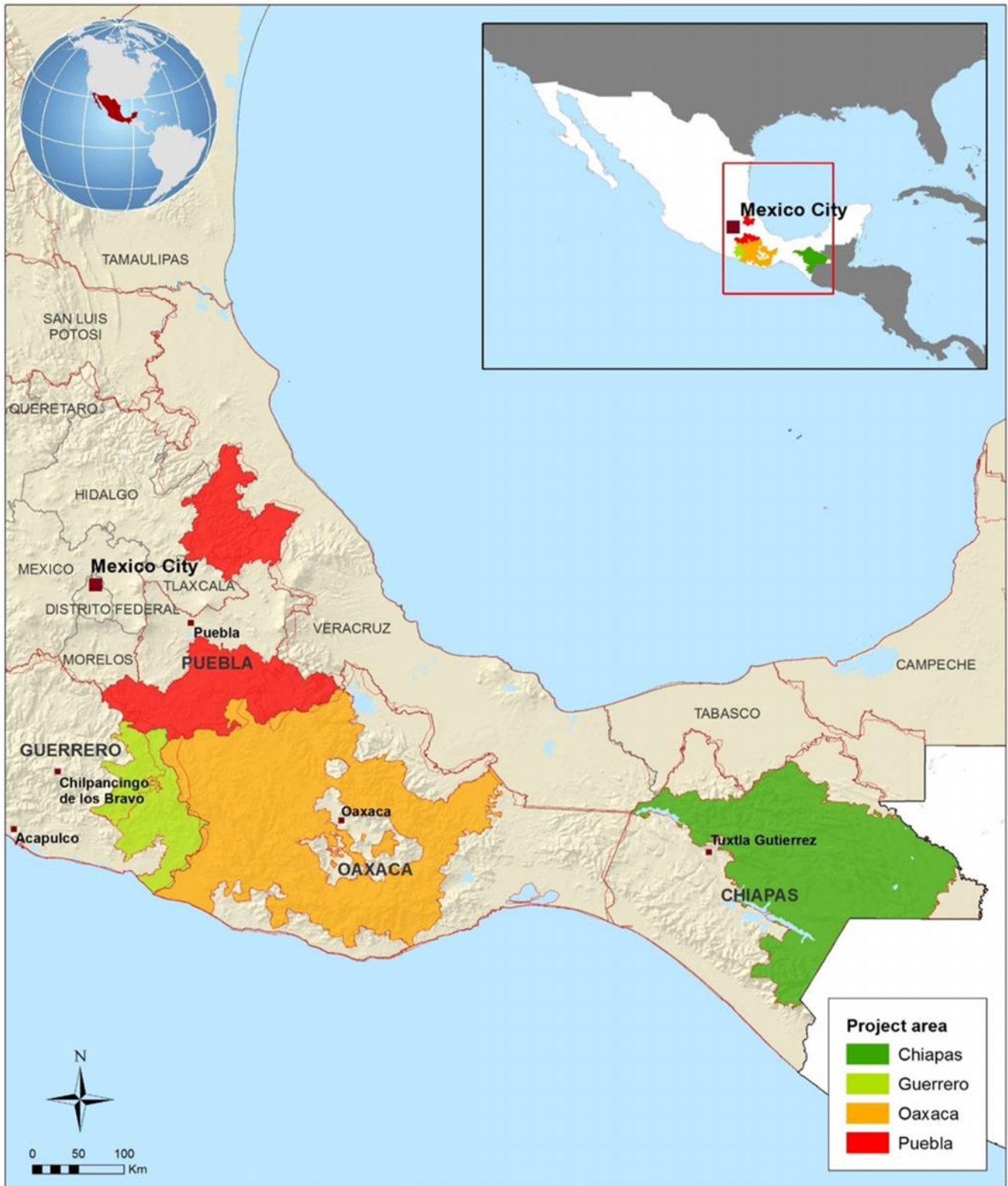
Sigles et abréviations	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/effets directs	2
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	3
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	3
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	3
E. Supervision	4
IV. Coût, financement et avantages du projet	4
A. Coût du projet	4
B. Financement du projet	5
C. Résumé des avantages et analyse économique	5
D. Durabilité	6
E. Identification et atténuation des risques	6
V. Considérations d'ordre institutionnel	6
A. Respect des politiques du FIDA	6
B. Alignement et harmonisation	7
C. Innovation et reproduction à plus grande échelle	7
D. Participation à l'élaboration des politiques	7
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	7
VII. Recommandation	8
Appendices	
I. Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	1
II. Marco lógico (Cadre logique)	10

Sigles et abréviations

INAES	Institut national d'économie sociale
INEGI	Institut national de statistique et de géographie
NAFIN	Nacional Financiera (Banque de développement mexicaine)
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact

Carte de la zone du projet

Mexique
 Projet d'économie sociale: territoire et inclusion



Les appellations employées et la forme des données présentées sur cette carte n'impliquent aucune prise de position de la part du FIDA quant à la délimitation des frontières ou limites qui y figurent et aux autorités compétentes en leur sein.

Carte élaborée par le FIDA 7-6-2017



États-Unis du Mexique

Projet d'économie sociale: territoire et inclusion

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	États-Unis du Mexique
Organisme d'exécution:	Secrétariat au développement social, via l'Institut national d'économie sociale
Coût total du projet:	54,61 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	35,37 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires: délai de remboursement de 15 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt correspondant à 100% du taux de référence variable établi par le FIDA
Montant du cofinancement:	19,24 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Subventions du Gouvernement fédéral du Mexique en faveur des projets de production et contributions de la population cible
Contribution de l'emprunteur:	13,91 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,33 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt en faveur des États-Unis du Mexique pour le Projet d'économie sociale: territoire et inclusion, telle qu'elle figure au paragraphe 38.

Proposition de prêt aux États-Unis du Mexique pour le Projet d'économie sociale: territoire et inclusion

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Mexique est classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, avec un revenu par habitant de 9 710 USD en prix courants (méthode de l'Atlas). La croissance du PIB s'élève à 2,4% en moyenne sur les dix dernières années, avec un taux de pauvreté supérieur à 45% et un coefficient de Gini d'environ 0,50.
2. En 2015, environ 21% de la population vivait en milieu rural. Selon le Conseil national pour l'évaluation des politiques de développement social, 61,1% de la population rurale vivait dans la pauvreté et 20,6% dans l'extrême pauvreté en 2014. En outre, selon les données fournies par l'Institut national d'économie sociale (INAES) pour 2017, 31,5 millions de femmes, soit 52,4%, vivaient dans des ménages dont le revenu par habitant était inférieur au seuil de bien-être, et 88% des femmes rurales étaient fortement marginalisées.
3. L'État mexicain a mis en œuvre une nouvelle approche, résumée dans le Plan national de développement 2013-2018, baptisée "Inclusive Mexico". Les composantes de ce plan prévoient des programmes sociaux et des actions visant à augmenter les revenus des Mexicains, à leur fournir un emploi et à leur assurer l'accès à la nourriture dont ils ont besoin pour exercer leurs droits.
4. Quelques statistiques du secteur social de l'économie donnent une idée de son rôle dans la vie du pays. D'après le recensement des terres communales¹ réalisé en 2007, il existe 31 681 ejidos (terrains réservés à un usage collectif) et communautés, qui ont donné lieu à 14 598 structures associatives. Ces groupements possèdent plus de 65% des forêts et des jungles du pays et rassemblent 74% de la biodiversité. Ils sont également responsables de près de la moitié de la production agricole totale. On dénombre également quelque 15 000 coopératives dans le pays, selon les estimations de l'INAES.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le projet est en adéquation avec les objectifs du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) dans la mesure où il renforce les capacités des populations rurales vivant dans des territoires fortement ou très fortement marginalisés. L'objectif est de permettre à ces populations d'accéder aux dispositifs d'appui prévus par le Programme de développement de l'économie sociale et d'accroître leur productivité, leur niveau d'emploi et leurs revenus en finançant des investissements destinés à des projets de production, à l'assistance technique et à

¹ Le recensement agricole effectué par l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI) contient deux volets: le recensement des cultures, du bétail et des terres forestières; et le recensement des *ejidos*, ou terrains réservés à un usage collectif.

l'accès aux services financiers, en vue de matérialiser et de consolider leurs initiatives de production.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Le projet sera exécuté dans quatre États et 21 régions: huit dans l'État du Chiapas (Altos Tzotzil, Tulija-Tzeltal, Selva Lacandona, De los Bosques, Meseta Comiteca Tojolabal, De los Llanos, Mezcalapa et Sierra Mariscal); deux dans l'État de Guerrero (La Montaña et Costa Chica); six dans l'État d'Oaxaca (Sierra Norte, Cañada, Sur, Mixteca, Costa et Valles Centrales); et cinq dans l'État de Puebla (Teziutlán, Huauchinango, Tehuacán, Sierra Negra et Izúcar de Matamoros).
7. Les régions sélectionnées sont caractérisées par les indicateurs socioéconomiques suivants: près de 84,1% des ménages sont pauvres et 46,1% sont extrêmement pauvres; 38,9% d'entre eux présentent des lacunes sur le plan de l'éducation; 39,4% ont du mal à accéder aux services de santé et environ 89,7% ont du mal à accéder à la sécurité sociale; enfin, 74,7% des ménages ont du mal à accéder à des logements de base et 70,2% de la population est confrontée à au moins trois de ces difficultés; 84,9% de la population dispose d'un revenu inférieur au seuil de bien-être et 69,8% des ménages vivent dans des localités comptant moins de 5 000 habitants, dont 52,6% d'autochtones.
8. On estime que le projet bénéficiera à 22 540 personnes. La population cible comprend les bénéficiaires de l'appui fourni aux organisations du secteur social dont les activités ou initiatives de production ne disposent pas des ressources ou capacités suffisantes pour s'établir en tant qu'alternatives en matière d'inclusion productive et financière.

B. Objectif de développement du projet

9. Appuyer le développement productif des organisations du secteur social de l'économie des populations vivant dans des territoires fortement ou très fortement marginalisés, qui disposent des capacités de production nécessaires pour augmenter leur revenu et permettre un développement global de leurs communautés.

C. Composantes/effets directs

10. Composante 1. Systématisation et reproduction à plus grande échelle du modèle d'inclusion productive. L'effet direct escompté de cette composante est que l'INAES mette en place les conditions institutionnelles nécessaires afin de reproduire à plus grande échelle un modèle opérationnel d'inclusion productive et financière en faveur des populations rurales ayant la capacité de mettre en place des organisations du secteur social au sein de territoires fortement ou très fortement marginalisés.
11. Composante 2. Inclusion productive et financière. L'effet direct escompté de la composante 2 est que les populations rurales de la zone du projet, une fois regroupées en organisations du secteur social dotées de capacités de production, puissent accéder à des investissements en matière d'actifs de production et de services financiers qui leur permettent d'élaborer, de mettre en œuvre et de consolider durablement des projets de production, en vue d'accroître leur revenu familial et de générer de nouvelles possibilités d'emploi.
12. Composante 3. Renforcement des capacités. Cette composante permettra d'obtenir les effets directs suivants: i) le renforcement des capacités de production, de gestion et de logistique des organisations du secteur social en vue d'accroître la durabilité de leurs processus de production; ii) une évaluation du caractère inclusif de la sécurité sociale pour les organisations du secteur social bénéficiant de programmes de prestations sociales; et iii) le renforcement des capacités du

personnel de l'INAES à évaluer la pertinence de la mise en œuvre d'une stratégie de réduction de la pauvreté combinant protection sociale et inclusion économique.

III. Exécution du projet

A. Approche

13. Le Ministère des finances et de la dette publique représente le Gouvernement mexicain pour la signature d'accords de financement internationaux. Il autorise également la banque mexicaine de développement Nacional Financiera (NAFIN) à agir en tant qu'agent du gouvernement fédéral chargé de la gestion et du suivi du financement.
14. L'organisme d'exécution sera le Ministère du développement social, représenté par l'INAES, son organisme administratif décentralisé qui jouit d'une autonomie sur le plan technique, opérationnel et de la gestion.

B. Cadre organisationnel

15. L'INAES mettra en place une unité de coordination du projet (UCP) composée de personnel des différents domaines opérationnels de l'institut (technique et administratif), tant au siège que dans les antennes, qui assumera des fonctions spécifiques pour mettre en œuvre le projet conformément aux composantes et au système de planification, de S&E, d'apprentissage et de gestion des savoirs. Il conviendra également de définir: i) les dispositions mises en place entre les bureaux généraux de coordination de l'INAES pour conduire les actions proposées au titre des composantes; ii) les dispositions visant à développer les systèmes de gestion financière et de budgétisation, ainsi que les procédures de passation des marchés; et iii) les dispositions visant à mettre en place et à exécuter le système de planification, de suivi-évaluation et de gestion des savoirs. Ces dispositions seront précisées dans le manuel d'exécution du projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. Les objectifs du système de planification, de S&E, d'apprentissage et de gestion des savoirs, considéré comme l'élément transversal fondamental du projet, sont les suivants: i) produire des informations actualisées et pertinentes sur les résultats du projet – effets directs, produits et impact – afin d'aider l'organisme d'exécution du projet à prendre des décisions sur les stratégies, les actions, les investissements et les dépenses nécessaires pour atteindre ces résultats; et ii) faciliter le développement d'espaces d'apprentissage, l'échange d'expériences et de meilleures pratiques et la diffusion des résultats du projet.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

17. La gestion financière du projet sera assurée par le Bureau général de coordination de l'INAES pour l'administration et les finances, et notamment par la Division du budget et de la comptabilité, qui dispose d'un certain nombre de systèmes internes applicables à la gestion de projet. L'INAES étant dépourvue d'expérience en matière de gestion du crédit externe, la NAFIN aura un rôle déterminant à jouer afin d'aider l'INAES et de réduire les risques inhérents à la gestion du projet. Toutefois, le risque fiduciaire du projet a été jugé faible lors de la conception, compte tenu de l'adéquation des capacités du personnel et des systèmes de comptabilité et de contrôle interne.
18. Flux de fonds. Les décaissements seront fondés principalement sur la méthode du remboursement, suivant le principe du non-cumul budgétaire selon lequel aucun compte désigné ne sera ouvert. Afin d'orienter l'affectation des dépenses par activité et d'en assurer la recevabilité, une matrice des décaissements sera établie à l'aide des codes assignés au projet dans le système comptable. Cette matrice, qui doit être approuvée par le FIDA, comprendra la définition des postes budgétaires

pour chaque activité et composante. Le Portail clients du FIDA a été déployé au Mexique afin de gérer les décaissements issus du Fonds.

19. Financement rétroactif. Par dérogation aux dispositions de l'article 4.08 a) ii) des Conditions générales, les dépenses seront considérées comme recevables lorsqu'elles seront engagées avant la date d'entrée en vigueur du prêt, mais après le 29 septembre 2017, date d'approbation (réunion assurance qualité du FIDA), à concurrence de 3,5 millions d'USD, pour les frais relatifs à: i) l'équipement, ii) les services de consultants, d'études et d'assistance technique, et iii) l'appui et les projets de production. L'emprunteur pourra demander le remboursement de ces frais une fois que les conditions préalables au retrait des fonds auront été remplies.
20. Comptabilité et système de comptabilité. La gestion financière s'effectuera conformément au cadre juridique régissant l'administration publique mexicaine. Concernant l'enregistrement des transactions financières, outre les informations saisies dans les systèmes de comptabilité et de gestion du gouvernement fédéral, l'INAES utilisera un module du système de comptabilité général pour tenir les comptes des projets séparément des comptes institutionnels. Ce module servira à préparer les états financiers dans la mesure où il intégrera des comptes spécifiques aux ressources du projet, répartis par source, catégorie et composante.
21. Audit. Conformément à la réglementation en vigueur, des audits indépendants du projet seront effectués pour chaque exercice budgétaire par un cabinet d'audit externe désigné par le Secrétariat à la fonction publique, moyennant l'aval du FIDA. La fonction de contrôle interne de ce secrétariat au sein de l'INAES sera chargée de l'audit interne du projet, mission pour laquelle il disposera du personnel et des procédures idoines.
22. Passation des marchés. La passation des marchés sera assurée par la division des marchés publics au sein de la Direction des ressources matérielles de l'INAES. Le système national de passation des marchés est jugé acceptable par le FIDA et sera utilisé pour la passation des marchés relatifs au projet. Ces procédures seront précisées dans le manuel d'exécution du projet.

E. Supervision

23. Le projet sera directement supervisé par le FIDA, conformément à la politique du Fonds en matière de supervision et d'appui à l'exécution, en vue d'améliorer la pertinence, le ciblage, la qualité et l'efficacité. Cette supervision directe consistera à effectuer: i) un suivi de la mise en œuvre et des résultats; et ii) un suivi de la bonne gestion et de l'utilisation avisée des ressources du projet, ainsi qu'un suivi de la bonne gestion des décaissements et de l'utilisation avisée des fonds, conformément aux dispositions prévues. En supervisant et en appuyant l'exécution du projet, le FIDA tiendra compte des responsabilités et des fonctions de la NAFIN. La supervision s'effectuera sous forme de vérifications internes et de missions de supervision sur le terrain.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

24. Le coût total du projet sur cinq ans, aléas compris, est estimé à 54,61 millions d'USD. Le coût de base est estimé à 51,10 millions d'USD, et les aléas physiques ainsi que l'inflation des coûts pourraient représenter jusqu'à 3,51 millions d'USD. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 51,223 millions d'USD, soit 93,8% du coût total, et les dépenses récurrentes représentent 6,2% du total, soit 3,388 millions d'USD.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

	État mexicain		FIDA		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Composante 1: Systématisation et reproduction à plus grande échelle	-	-	664	100,0	-	-	664	1,2
2. Composante 2: Inclusion productive et financière	10 203	21,9	31 154	66,7	5 327	11,4	46 684	85,5
3. Composante 3: Renforcement des capacités	300	9,1	3 008	90,9	-	-	3 308	6,1
4. Organisation et gestion	3 411	94,3	208	5,7	-	-	3 618	6,6
5. Planification, S&E et système de gestion des savoirs	-	-	335	100,0	-	-	336	0,6
Total	13 914	25,5	35 369	64,7	5 327	9,8	54 610	100,0

B. Financement du projet

25. Le projet sera financé au moyen des ressources suivantes:
- un prêt du FIDA d'un montant de 35,369 millions d'USD, soit 64,7% du coût total;
 - une contribution de l'emprunteur d'un montant équivalant à 13,914 millions d'USD, soit 25,5% du total;
 - une contribution des bénéficiaires d'un montant équivalant à 5,327 millions d'USD, soit 9,8% du total.
26. Dans un souci d'efficacité et conformément aux pratiques d'autres institutions financières internationales, les impôts seront financés par les ressources provenant du prêt du FIDA.

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	État mexicain		FIDA		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement								
A. Équipement	23	10,0	208	90,0	-	-	231	0,4
B. Appui aux projets de production	10 203	20,5	34 163	68,7	5 327	10,7	49 693	91,0
C. Consultants, études et assistance technique	300	23,1	998	76,9	-	-	1,299	2,4
Total dépenses d'investissement	10 526	20,6	35 369	69,1	5 327	10,4	51 223	93,8
II. Charges récurrentes								
A. Salaires et indemnités	2 350	100,0	-	-	-	-	2 350	4,3
B. Dépenses de fonctionnement	1 038	100,0	-	-	-	-	1 038	1,9
Total dépenses courantes	3 388	100,0	-	-	-	-	3 388	6,2
Total	13 914	25,5	35 369	64,7	5 327	9,8	54 610	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

27. Plusieurs modèles ont été développés pour vérifier la rentabilité financière du projet, englobant à la fois les activités de production primaire pour des éléments sélectionnés et les filières potentielles. Les activités d'élevage intensif et les activités non agricoles ont également été prises en compte en raison de leur

pertinence et de leur intégration fréquente aux projets déjà financés par l'INAES dans la zone du projet. Neuf types de projets répondant aux conditions de financement ont ainsi été identifiés. Cinq d'entre eux entrent dans la catégorie des nouveaux projets, et quatre dans la catégorie des projets en cours et des réseaux ou filières. En agrégeant les avantages économiques estimés, on obtient des taux de rendement très favorables, de l'ordre de 16,03% pour le taux de rendement économique interne, assorti d'une valeur actuelle nette de 23,18 millions d'USD et d'un rapport coûts-avantages de 2,79.

D. Durabilité

28. La durabilité du projet repose sur la décision du Gouvernement mexicain, via l'INAES, de mettre en œuvre une politique d'inclusion productive dans les territoires fortement ou très fortement marginalisés, à destination de personnes dotées de capacités de production et disposant du potentiel nécessaire pour mettre en place des organisations du secteur social. La mise en œuvre de cette politique repose à son tour sur des politiques nationales telles que le Programme sectoriel de développement social 2013-2018, élaboré par le Ministère du développement social, qui vise à coordonner les actions à l'appui d'un Mexique inclusif en fondant l'action publique sur un nouveau modèle, via une nouvelle approche de la politique sociale fondée sur les droits.

E. Identification et atténuation des risques

29. Les risques sont liés aux variables politiques et au contexte macro-économique, notamment: i) l'évolution des priorités politiques du gouvernement quant au renforcement du secteur de l'économie sociale, principalement à la suite du changement qui interviendra dans l'administration publique en décembre 2018; ii) les contraintes budgétaires qui ralentissent l'exécution des projets en raison d'une conjoncture économique internationale défavorable; iii) les lacunes des mécanismes d'inclusion financière, qui empêchent les projets d'inclusion productive de s'affranchir progressivement d'un modèle de financement fondé sur les subventions au profit d'un modèle de financement fondé sur le marché; iv) la détérioration des conditions de sécurité des citoyens au sein de la zone d'exécution du projet.
30. Voici quelques-unes des stratégies d'atténuation possibles afin de réduire ces risques: une concertation sur les politiques visant à assurer des flux adéquats d'informations et de données empiriques pour permettre aux décideurs de privilégier les dépenses publiques en faveur de l'inclusion productive; une assistance technique adaptée par le biais de missions de supervision et d'appui à l'exécution du FIDA; des examens périodiques de la performance du portefeuille, réalisés conjointement avec la direction du Secrétariat aux finances et au crédit public; la mise à disposition, en faveur de l'État mexicain, d'experts dotés d'une expérience idoine afin d'élargir l'éventail d'options disponibles durant la mise en œuvre du projet.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

31. L'objectif de développement du projet est d'appuyer les organisations du secteur social mises en place par les populations rurales qui vivent dans des territoires fortement ou très fortement marginalisés et qui disposent de capacités de production. Dans ces territoires, sept personnes sur dix bénéficient de programmes de protection sociale – principalement le programme d'inclusion sociale PROSPERA - et disposent à la fois de capacités de production et du potentiel nécessaire pour mettre en place des organisations du secteur social.

B. Alignement et harmonisation

32. Protection sociale et inclusion productive et financière. Ces dernières années, plusieurs programmes fédéraux de développement humain et social se sont succédé: Solidaridad (1988-2001), Progresá (2002-2007), Oportunidades (2007-2014), puis Prospera depuis septembre 2014. Ces programmes s'appuient sur des politiques nationales telles que le Programme sectoriel de développement social 2013-2018, élaboré par le Ministère du développement social, qui vise à coordonner les actions à l'appui d'un Mexique inclusif en modifiant le modèle d'action publique au profit d'une nouvelle approche de la politique sociale fondée sur les droits. La stratégie 6.1 de ce programme appelle à promouvoir la création et la consolidation de projets de production viables dans le secteur de l'économie sociale, en vue d'accroître les revenus des personnes vivant dans la pauvreté.

C. Innovation et reproduction à plus grande échelle

33. Le cas du Mexique offre une précieuse occasion de continuer à affiner les programmes d'inclusion productive, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, le pays dispose, avec la loi sur l'économie sociale et la solidarité, d'un cadre juridique qui établit des mécanismes visant à promouvoir le développement, le renforcement et la visibilité de l'activité économique dans le secteur de l'économie sociale; système qui contribue efficacement au développement social et économique du pays, à la création de sources d'emplois décents, au renforcement de la démocratie, à une répartition équitable des revenus et à une meilleure création de patrimoine social. Deuxièmement, l'INAES jouit d'une certaine autonomie institutionnelle et budgétaire qui lui permet de privilégier un programme de développement productif destiné aux populations rurales vivant dans des territoires fortement ou très fortement marginalisés.

D. Participation à l'élaboration des politiques

34. Le programme visera à accroître la visibilité du secteur de l'économie sociale et à présenter celle-ci comme une approche compatible avec l'objectif global consistant à promouvoir l'inclusion productive. En vue de concevoir et de mettre en œuvre un programme de recherche sur l'économie sociale, le projet fournira une assistance technique à la direction de l'INAES pour structurer un domaine de recherche qui relèvera du Bureau général de coordination pour la planification et l'évaluation. Cette unité sera chargée d'élaborer une stratégie de gestion des savoirs favorisant la systématisation des expériences sur le terrain, l'analyse des cadres juridiques et institutionnels du pays à l'appui du secteur de l'économie sociale, la transposition des expériences internationales en matière d'économie sociale, la conception d'itinéraires d'apprentissage permettant à l'INAES de s'inspirer des expériences nationales et internationales, et la gestion d'un fonds compétitif pour la création de produits du savoir.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

35. Un accord de financement entre les États-Unis du Mexique et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
36. Les États-Unis du Mexique sont habilités, en vertu de leurs lois, à recevoir un financement du FIDA
37. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera aux États-Unis du Mexique un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à trente-cinq millions trois cent soixante-neuf mille dollars des États-Unis (35 369 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Convenio de financiación negociado: "Proyecto Economía Social: Territorio e Inclusión"

(Negociaciones concluidas el 28 de noviembre de 2017)

Número del Préstamo: _____

Proyecto Economía Social: Territorio e Inclusión (el "Proyecto")

celebrado entre

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

Los Estados Unidos Mexicanos, por conducto de la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (SHCP) (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes"), acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que el FIDA acuerda conceder un Préstamo al Prestatario por la cantidad de treinta y cinco millones trescientos sesenta y nueve mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 35 369 000) para apoyar al Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio;

Las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 abril de 2009, modificadas el 17 de septiembre de 2010 y el 9 de abril de 2014 (en adelante las "Condiciones Generales"). A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

2. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario, que el Prestatario utilizará para los propósitos que se indican en este Convenio.

Sección B

1. El monto del Préstamo es de treinta y cinco millones trescientos sesenta y nueve mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 35 369 000).

2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias y pagará un tipo de interés equivalente al cien por ciento (100%) del tipo de interés variable de referencia del FIDA.

3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar de los Estados Unidos de América (USD).

4. El Ejercicio Financiero o Fiscal del Prestatario aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre.
5. El Préstamo tendrá un plazo de reembolso de quince (15) años, incluido un período de gracia de tres (3) años a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones previas para el retiro de fondos.
6. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de febrero y 15 de agosto. El capital será pagadero en 24 plazos semestrales comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales y adicionales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento el FIDA comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.
7. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, utilizará un monto adicional aproximado equivalente a trece millones novecientos trece mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 13 913 000) (aporte local) para apoyar el logro de los objetivos del Proyecto.
8. El monto del Préstamo será desembolsado al Prestatario siguiendo los procedimientos del FIDA. El Prestatario, a través del ejecutor utilizará un monto equivalente al del Préstamo previamente autorizado en su presupuesto para los fines y propósitos señalados en el presente Convenio en apego a sus leyes de ingresos, presupuesto y deuda pública.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será la Secretaría de Desarrollo Social (SEDESOL) a través de su órgano administrativo desconcentrado Instituto Nacional de la Economía Social (INAES) o aquel a quien en su momento designe.
2. El Agente Financiero mandatado por el Prestatario, que llevará a cabo la administración del Préstamo y la supervisión del Proyecto junto con el FIDA, será Nacional Financiera, S.N.C., I.B.D. ("NAFIN").
3. El Organismo Responsable del Proyecto conjuntamente con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
4. La Fecha de Terminación del Proyecto será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

1. Sin perjuicio de lo establecido en la sección C.2 anterior, el Fondo gestionará la contabilidad interna de la cuenta del Préstamo y los desembolsos del mismo y supervisará directamente el Proyecto.
2. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, utilizará de conformidad con la normatividad vigente aplicable en los Estados Unidos Mexicanos, los procedimientos en materia de adquisiciones y auditorías establecidos para dichos efectos por la Secretaría de la Función Pública (SFP), o por la instancia facultada para estos efectos por el Gobierno Federal.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional a los previstos en las Condiciones Generales, para la suspensión del derecho del Prestatario a solicitar desembolsos del Préstamo que cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto (MOP) hayan sido modificadas sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado que tales modificaciones hayan tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.
2. Se considera que es condición general adicional previa para el retiro de fondos que el Prestatario, a través de NAFIN, haya entregado al Fondo un ejemplar debidamente firmado del Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto.
3. Respecto a las secciones de las Condiciones Generales se establece lo siguiente:
 - a) Las siguientes Secciones de las Condiciones Generales no se aplican al presente Convenio: i) Sección 7.05 b); vii) Sección 8.05; viii) Sección 9.03;
 - b) Sin perjuicio de lo establecido en las Condiciones Generales y sin limitar el alcance de las obligaciones contenidas en las mismas, en particular la Sección 7.10 de las Condiciones Generales, se establecen las siguientes aclaraciones:
 1. Sección 7.08. Seguros. Sin limitar el alcance de dicha Sección, INAES, asegurará los bienes del Proyecto conforme a la normatividad nacional aplicable al mismo.
 2. Sección 7.09. Acuerdos Subsidiarios. No se considerará a los beneficiarios como Partes del Proyecto, por lo tanto, los convenios de concertación que se firman con éstos no se considerarán acuerdos subsidiarios.
 3. Sección 7.14. Factores ambientales. INAES adoptará métodos apropiados de lucha contra las plagas en el ámbito de sus competencias y facultades.
 4. Sección 8.03, inciso c). Informes de avance y revisiones a mitad de período. Las recomendaciones derivadas de la revisión de medio término, serán acordadas por ambas Partes.
 - c) Respecto a las siguientes disposiciones, las cuales constituyen excepciones a las Condiciones Generales, el Prestatario a través de NAFIN, se compromete a: i) que la Fecha de valor de los retiros coincida con la fecha de depósito en la cuenta del Prestatario (Sección 4.06); ii) a través del INAES, que el Plan Operativo Anual (POA) sea presentado a más tardar treinta (30) días naturales después del inicio de cada Ejercicio Financiero o Fiscal del Prestatario (Sección 7.01 b); iii) presentar el Informe Final a más tardar noventa (90) días naturales después de la Fecha de Cierre del Préstamo (Sección 8.04); iv) mantener registros y la documentación relativa al Proyecto durante al menos cinco (5) años siguientes a la fecha de terminación del mismo (Sección 8.01); y v) conservar las cuentas y registros por al menos cinco (5) años siguientes a la Fecha de Cierre del Préstamo (Sección 9.01).
 - d) Conforme a lo que establece la Sección 8.03 a) de las Condiciones Generales, los informes de avance de proyecto serán presentados dentro de los 60 (sesenta) días naturales posteriores a la conclusión del primer año, y subsecuentemente serán presentados semestralmente.

4. Sin perjuicio de lo establecido en el párrafo 5 de esta Sección, se indican a continuación los representantes designados, a fin de lo establecido en la Sección 15.03 de las Condiciones Generales (Facultad para tomar medidas):

Por el FIDA:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola

Por el Prestatario:

Titular de la Unidad de Crédito Público
Secretaría de Hacienda y Crédito Público

5. Se designa a NAFIN como representante para desempeñar las siguientes funciones: tramitar ante el FIDA las solicitudes de desembolsos del Préstamo, presentar cualquier documentación relacionada con el Proyecto que requiera su autorización; solicitar modificaciones al Convenio de Financiación.

6. Se indican las direcciones que han de usarse para el intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio.

Por el FIDA:

Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola
Via Paolo di Dono, 44,
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Titular de la Unidad de Asuntos
Internacionales de Hacienda
Secretaría de Hacienda y Crédito Público
Insurgentes Sur No. 1971 Torre III Piso 3,
Plaza Inn.
Col. Guadalupe Inn, C.P. 01020,
Ciudad de México, México.

El presente Convenio, ha sido elaborado en idioma español en tres (3) ejemplares, uno (1) de los cuales es para el FIDA y dos (2) para el Prestatario y entrará en vigor en la fecha de su contrafirma.

ESTADOS UNIDOS MEXICANOS

Titular de la Unidad de Crédito Público
(nombre y título)

FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA

Gilbert F. Hougbo
Presidente

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. Área del Proyecto. El Proyecto se implementará, en cuatro Estados y 21 Regiones: ocho en Chiapas (Altos Tzotzil, Tuliija-Tzeltal, Selva Lacandona, De los Bosques, Meseta Comiteca Tojolabal, De los Llanos, Mezcalapa y Sierra Mariscal); dos en Guerrero (La Montaña y Costa Chica); seis en Oaxaca (Sierra Norte, Cañada, Sur, Mixteca, Costa y Valles Centrales); y cinco en Puebla (Teziutlán, Huauchinango, Tehuacán, Sierra Negra e Izúcar de Matamoros).
2. Población objetivo del Proyecto. Está constituida por Organismos del Sector Social de la Economía (OSSE), definidos conforme al artículo 41 de la Ley de la Economía Social y Solidaria con actividades o iniciativas productivas que presentan medios y capacidades limitados para consolidarse como una alternativa de inclusión productiva y financiera y que se ubican en regiones de alta y muy alta marginación.
3. Objetivo de desarrollo. Desarrollar la actividad productiva en regiones de alta y muy alta marginación, a través del otorgamiento de apoyos productivos a los OSSE; complementándolos con acciones de fortalecimiento de sus capacidades gerenciales, organizativas, técnicas y comerciales; y con acciones de ahorro y crédito para favorecer su inclusión financiera, con el propósito de construir niveles básicos de cohesión social e incremento de sus ingresos que aporten al desarrollo integral de sus comunidades.
4. Componentes. El proyecto tendrá tres componentes: i) Sistematización y escalamiento de un modelo de inclusión productiva; ii) Inclusión productiva y financiera; y iii) Fomento de capacidades.

El destino del financiamiento apoyará las acciones del componente ii) Inclusión productiva y financiera; y las correspondientes a la primera parte del componente iii) Fomento de Capacidades.

Los componentes i) Sistematización y escalamiento de un modelo de inclusión productiva y ii) Fomento de capacidades (segunda y tercera parte), serán objeto del aporte local.

Componente 1: Sistematización y escalamiento de un modelo de inclusión productiva. El resultado esperado del componente es que el INAES genere las condiciones institucionales para escalar un modelo operativo de inclusión productiva y financiera dirigido a la población que se ubica en territorios de alta y muy alta marginación, que cuente con capacidades de integración como OSSE, brindando asistencia técnica al INAES para: i) el diseño y puesta en ejecución de una agenda de investigación sobre economía social; ii) generar y validar un esquema de graduación de OSSE, tanto en materia de inclusión productiva como de inclusión financiera; iii) diseñar "rutas de aprendizaje" que permitan al INAES nutrirse de experiencias internacionales así como compartir su propia experiencia en otros espacios internacionales; iv) apoyar técnicamente los trabajos de creación de una cuenta satélite, dentro del Sistema de Cuentas Nacionales, que permita establecer la contribución del sector social de la economía en México; v) facilitar el proceso de institucionalización del Observatorio del Sector Social de la Economía con un modelo de gobernanza (academia, OSSE, gobierno local, gobierno federal) con el objetivo de garantizar su sostenibilidad en el tiempo; vi) coadyuvar en la construcción de espacios de diálogo de políticas para la construcción de consensos que permitan la consolidación y escalamiento de un modelo de inclusión productiva en el país; vii) coadyuvar en la generación de un padrón completo de OSSE que permita determinar el grado de alcance de las acciones del INAES; y viii) la realización de encuentros y talleres para contribuir a establecer una comunidad de

intercambio y aprendizaje entre las diferentes iniciativas gubernamentales orientadas a promover la inclusión productiva.

Componente 2: Inclusión productiva y financiera. Este Componente contribuye al logro del objetivo de desarrollo y el resultado esperado es que los OSSE ubicados en el área de cobertura geográfica del Proyecto, accedan a los apoyos en activos productivos, los apoyos para el fortalecimiento de capacidades y a los servicios financieros que les permitan desarrollar, ejecutar y consolidar sostenidamente proyectos productivos generadores de ingreso familiar incremental y nuevas oportunidades de empleo.

Los productos esperados de este Componente serán generados en función de la integración de los beneficiarios a tres líneas principales de inversión, de acuerdo con las Reglas de Operación vigentes del INAES: a) Apoyos para el desarrollo e implementación de proyectos productivos; b) Apoyos para el desarrollo de capacidades; y c) Apoyos para Banca Social.

La selección de los proyectos a apoyar se basará en criterios de viabilidad técnica, económica y financiera y tendrá verificativo en el proceso de validación normativa y evaluación técnica realizada en cada Delegación del INAES, quien emitirá el dictamen de evaluación técnica positiva o negativa para ser sometido a la autorización del Comité Técnico Nacional o Regional del INAES.

Dentro de este componente se plantea la inclusión financiera como un elemento funcional complementario a las acciones de inclusión productiva. Por lo tanto, se dedicarán recursos para ampliar y mejorar la vinculación entre los OSSE beneficiados con proyectos productivos con Sociedades Nacionales de Crédito y los OSSE de ahorro y crédito. Estas acciones serán complementadas con acciones de educación financiera entre los OSSE productivos.

Componente 3: Fomento de capacidades. Los efectos previstos de este componente son tres: 1) fortalecimiento de las capacidades gerenciales, organizativas, técnicas y comerciales de los OSSE para aumentar la sustentabilidad de sus procesos productivos; 2) Fortalecimiento de las capacidades del personal del INAES para el diseño e implementación de un programa de capacitación al personal del INAES en materia de inclusión social productiva que le permita brindar mejores servicios a su población objetivo, enmarcado en la política de fomento a la economía social; y 3) Fomento de capacidades de técnicos externos, mediante convenios de servicio con organismos públicos y privados que desarrollen una currícula específica para el INAES en función de sus necesidades.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable y ejecutor del Proyecto

1.1 El organismo responsable del Proyecto es la Secretaría de Desarrollo Social (SEDESOL), a través de su órgano administrativo desconcentrado INAES, y está a cargo de instrumentar como parte de la Política Nacional de Desarrollo Social, las políticas públicas de fomento y desarrollo del sector social de la economía.

1.2 Responsabilidades. El INAES conformará una Unidad Coordinadora del Proyecto (UCP), integrando personal de las diferentes áreas operativas del Instituto (técnicas y administrativas), de la sede central y las delegaciones, quienes asumirán funciones específicas para asegurar la ejecución del proyecto, de conformidad con las atribuciones previstas en el Acuerdo de Organización y Funcionamiento del INAES. Adicionalmente se definirán: i) arreglos entre las Coordinaciones Generales para atender las acciones propuestas en los componentes; ii) arreglos para el desarrollo de los sistemas de administración financiera y presupuestaria, procesos de adquisiciones y contrataciones en el marco de las Reglas de Operación del INAES; y iii) arreglos para el establecimiento y

operación del eje transversal sobre los Sistema de Planificación, Seguimiento y Evaluación (SyE) y Gestión del Conocimiento del Proyecto. Estos arreglos se detallarán en el MOP.

1.3 Composición UCP. La UCP estará conformada por: i) el Coordinador General del Proyecto; ii) el encargado de los componentes de inclusión productiva e inclusión financiera; iii) el encargado de planeación, SyE; y iv) el encargado de finanzas, administración y adquisiciones. Quienes forman parte de las correspondientes Coordinaciones Generales del INAES, las cuales tendrán roles específicos en la ejecución del proyecto.

1.4 Funciones UCP. La Coordinación General del Proyecto será responsable de la implementación del Proyecto. Las principales funciones de la coordinación general del proyecto serán: i) Coordinar las sesiones del Comité de orientación estratégica y apoyo a la implementación, del cual fungirá como secretario; ii) Participar en reuniones de trabajo, misiones y otros eventos requeridos por la SHCP, NAFIN y FIDA en el marco del Proyecto; iii) Proponer mecanismos de comunicación y colaboración con entidades y programas que realicen actividades en materia de inclusión productiva y financiera; iv) Participar en los procesos de planeación, SyE del Proyecto; v) Llevar a cabo la coordinación técnica y operativa del Proyecto; vi) Coordinar y supervisar el trabajo de los integrantes del UCP; vii) Coordinar y remitir evidencias de cumplimiento de compromisos contractuales y de ayuda memoria relacionadas con el proyecto; viii) Elaborar reportes semestrales/anuales de avances y resultados para ser presentados ante el FIDA a través de NAFIN; y ix) Verificar el cumplimiento de los procedimientos contenidos en el MOP.

2. Comité orientación estratégica. El Comité de orientación estratégica y apoyo a la implementación, estará integrado por los Coordinadores Generales de cada una de las áreas institucionales involucradas en la ejecución del proyecto. Además, se contemplará la conveniencia de invitar a representantes de instituciones que el INAES considere estratégicas para una efectiva conducción del proyecto. Su principal responsabilidad será establecer acuerdos para el plan estratégico de largo plazo y para la ejecución del POA del proyecto. El Coordinador General de UCP actuará como Secretario del Comité. Las normas y procedimientos con los que se reglamentará el Comité serán definidos en el MOP (periodicidad de las reuniones, preparación de informes, registro de acuerdos).

3. Agente Financiero. NAFIN actuará como Agente Financiero del Prestatario designado por la SHCP, como responsable de la administración de los recursos del Préstamo para los propósitos de este financiamiento, llevando a cabo actividades de coordinación con el Fondo. Sus funciones específicas estarán definidas en el "Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto" que incluirá, entre otras, coordinar las misiones del FIDA y sus programas de trabajo para la ejecución del Proyecto; tramitar ante el FIDA los desembolsos del préstamo, así como presentar cualquier documentación relacionada con el Proyecto que requiera su autorización; actuar como enlace entre el FIDA, SHCP y el INAES para cualquier asunto relacionado con el Proyecto y el Préstamo; gestionar con el FIDA cualquier modificación al Convenio, a solicitud expresa del INAES.

4. Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto. El Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto será formalizado entre la SHCP, NAFIN y SEDESOL en conjunto con el INAES. En él se especificarán las responsabilidades y atribuciones de las Partes con respecto a la ejecución y supervisión del Proyecto, además de la administración del Préstamo.

5. Manual de Operaciones del Proyecto (MOP). SEDESOL a través del INAES ejecutará el Proyecto conforme al presente Convenio y al MOP, el cual establece las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Proyecto, así como los niveles de responsabilidad de las instancias e instituciones involucradas en su implementación.

El MOP será de uso obligatorio para todos los funcionarios, directivos, técnicos, personal de las diferentes instituciones responsables del cumplimiento de los objetivos del

Proyecto; así como de las organizaciones e instituciones públicas participantes. En concreto incluirá los siguientes aspectos: i) contexto legal y organizativo del proyecto; ii) objetivos del uso del manual; iii) descripción del Proyecto, sus componentes y cobertura; iv) organización para la ejecución; v) estructura del proceso y operación del proyecto para la ejecución; vi) gestión de recursos financieros y control interno; vii) gestión de adquisiciones y contrataciones; y viii) sistema de planificación, SyE.

El detalle sobre los controles internos, las auditorías internas y externas, el control de uso de equipos, los procedimientos e instrumentos que aseguren una buena gestión del Proyecto, de conformidad con el marco legal y los controles establecidos por el INAES, serán incluidos en el MOP, así como otros aspectos mencionados en este Convenio.

Su formulación es responsabilidad del INAES y debe ser validado por NAFIN y las demás instancias correspondientes, y presentado al FIDA para la no objeción previa a su adopción. Si fuera necesario durante la ejecución del Proyecto, el INAES a través de NAFIN, podrá proponer modificaciones al MOP que serán efectivas solamente tras su aprobación y previa No Objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de Asignaciones

1. Asignación de los recursos del Préstamo. a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se apoyarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se apoyarán con cargo a cada Categoría:

Categorías	Monto del Préstamo asignado (en USD)	% de financiación incluyendo impuestos
I. Equipamiento	187 000	100% excluyendo el aporte del Gobierno
II. Apoyos	30 747 000	100% excluyendo el aporte del Gobierno y de los beneficiarios
III. Consultorías	898 000	100% excluyendo el aporte del Gobierno
Sin Asignación	3 537 000	
TOTAL	35 369 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro de asignaciones consideran los siguientes conceptos generales de gasto, entre otros:

- i) Equipamiento: incluye los bienes necesarios para la implementación del Proyecto.
- ii) Apoyos: incluye los apoyos, en términos de cofinanciamiento, de proyectos productivos a favor de los OSSE identificados como población objetivo del Proyecto.
- iii) Consultorías: incluye consultorías y estudios de asistencia técnica para el acompañamiento al desarrollo de procesos de inclusión financiera y al desarrollo empresarial de los OSSE identificados como población objetivo del Proyecto.

El detalle de estas definiciones se incluirá en el MOP.

2. Financiación retroactiva. Se considerarán gastos elegibles aquellos incurridos con anterioridad a la fecha de entrada en vigor pero posteriormente al 29 de septiembre de 2017, hasta por un monto equivalente a tres millones quinientos mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 3 500 000) con respecto a cualesquiera Categorías de Gasto de la financiación.

Marco lógico

10

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Medios de verificación			Supuestos/Riesgos
	Descripción de los indicadores	LB	MT	Meta Final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
Alcance	1) Personas que se benefician directamente del Proyecto integradas en OSSE productivas (Hombres/mujeres)	0	4 900	9 800 ²	Registros del INAES	Anual a partir del año uno	INAES	
	Información desagregada por sexo, edad y hablante de lengua indígena	0	6 300	12 740	Registros de INAES	Anual a partir del año uno	INAES	
	Total	0	11 200	22 540				
	2) OSSE productivos apoyados por el proyecto (Número de organizaciones de productores rurales apoyadas RIMS CI 2.1.3) <i>Desagregar por tipo de apoyo, entidad federativa y municipio.</i>	0	500	1 400	Registros del Proyecto	Anual a partir del año uno	INAES	
	3) Porcentaje de mujeres, como proporción del total de socios o integrantes de los OSSE apoyados por el proyecto	10%	20%	30%	Registros del Proyecto	Anual a partir del año uno	INAES	
	4) Porcentaje de jóvenes, como proporción del total de socios o integrantes de los OSSE apoyados por el proyecto	5%	10%	15%	Registros del Proyecto	Anual a partir del año uno	INAES	
	5) Porcentaje de hablantes de lengua indígena, como proporción del total de socios o integrantes de los OSSE apoyados por el proyecto	5%	10%	15%	Registros del Proyecto	Anual a partir del año uno	INAES	
Objetivo de desarrollo .Apoyar el desarrollo productivo a de los OSSE integrados por población que habita en territorios de alta y muy alta marginación, que cuentan con capacidades productivas, que les permita incrementar sus ingresos para el desarrollo integral de sus comunidades.	7) % de incremento en el ingreso monetario mensual promedio de las personas participantes en el proyecto apoyado e implementado por los OSSE.	0	10%	20%	Encuesta de línea base y Evaluación final.	Inicio y terminación	INAES	Retrasos en el proceso de diseño, aprobación y efectividad del proyecto. Efectos macro sobre el crecimiento económico y empleo del país.
	8) % de OSSE que permanecen en operación dos años después de haber recibido el apoyo para proyecto productivo.	0	35%	75%	Estudios de caso Registros del proyecto	Anual a partir del año tres	INAES	Demanda de apoyos del Programa elegibles en las regiones de cobertura. Los OSSE solicitantes de apoyo ejecutan proyectos que permanecen y se consolidan en el periodo de ejecución del proyecto FIDA.

² Integrantes de los OSSE apoyados por proyecto, registrados en el Sistema Integral en Línea (SIEL). La población impactada por el proyecto asciende a 22 540 personas, conformada por la meta de INAES de 9 800 socios o integrantes de OSSE que se benefician directamente, más la proyección de FIDA de 12 740 personas que son impactadas por el proyecto, pero que no pueden establecerse como meta del INAES.

Componente 1: sistematización y escalamiento de un modelo de inclusión productiva								
Efecto directo 1.	9) INAES propone una estrategia para escalar el modelo operativo de inclusión productiva rural a otros territorios del país.	0	0	1	Sistematización de experiencias; Desarrollo y documentación de la metodología del proyecto. Aprendizaje de los grupos de diálogo, seminarios, rutas de aprendizaje.	Evento por una vez al final del proyecto.	INAES	INAES define si el modelo operativo de inclusión productiva del Proyecto es replicable incorporando los aprendizajes obtenidos. Cambio en las prioridades de política por el cambio de gobierno en 2019. Dificultad de coordinación entre los diferentes actores que tomarán parte en la implementación del proyecto.
	10) Una cuenta satélite del sector social de la economía establecida	0	0	1	Acciones realizadas con INEGI. ³	Evento por una vez	INAES	
Producto Componente 1	11) Número de productos de conocimiento pertinentes para las políticas concluidos (RIMS CI político 1)	0	1	3	Sistematización de experiencias; Desarrollo y documentación de la metodología del proyecto. Aprendizaje de los grupos de diálogo, seminarios, rutas de aprendizaje.	Anual a partir del año tres	INAES	Cambio en las prioridades de política por el cambio de gobierno en 2019. Dificultad de coordinación entre los diferentes actores que tomarán parte en la implementación del proyecto.
Componente 2: inclusión productiva y financiera								
Efecto directo 2.	12) % de OSSE que aplican buenas prácticas ambientales y climáticas, contenidas en el estudio de inversión	0	12%	20%	Registros del INAES	Anual a partir del año uno	INAES	Restricciones presupuestarias no aseguran un ritmo adecuado de ejecución. Recurrencia de fenómenos climáticos afectan la ejecución de los proyectos productivos.
	Efecto directo 3.	13) % OSSE productivas apoyadas que recibieron crédito de una OSSE de ahorro y crédito o de la banca de desarrollo, entre el segundo y último año del proyecto. (RIMS CI 1.2.5)	0	15%	30%	Estudios de caso	Anual a partir del año tres.	

³ Instituto Nacional de Estadística y Geografía.

Producto Componente 2	14) Número de apoyos otorgados a OSSE en el territorio del proyecto. Desagregar apoyos por OSSE productiva y OSSE de ahorro y crédito, así como por tipo de apoyo	0	1025	2 770	Registros del INAES	Por convocatoria y anual	INAES	Restricciones presupuestarias no aseguran un ritmo adecuado de ejecución.
Componente 3: fomento de capacidades								
Efecto directo 4.	15) % de OSSE fortalecidas en capacidades organizativas, empresariales y comerciales (RIMS CI 2.1.2)	0	30%	60%	Registros del INAES	Anual a partir del año dos	INAES	Restricciones presupuestarias para asegurar un ritmo adecuado en la ejecución del proyecto.
Producto Componente 3	16) % de los OSSE son atendidos por técnicos certificados.	0	30%	75%	Registros del INAES	Anual a partir del año dos	INAES	
	17) % del personal de las delegaciones recibe el plan integral de capacitación (formulación, evaluación de proyectos, economía social, organización de grupos, seguimiento y acompañamiento a los proyectos, etc)	0	50%	100%	Registros del INAES	Anual a partir del año dos	INAES	